

**BESOIN D'UNE
HYPOTHÈQUE ?**
CONTACTEZ-NOUS

BADRE IZOUGGAGHEN
Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé
Cell.: 514 991-7738
Courriel : badre@mgcctr.com
514-990-0391
10345 Papineau suite 220,
Montréal, QC, H2B 2A3



Une façon intelligente d'obtenir une hypothèque



Nouveau programme de fidélité Safar Flyer
Safar Flyer new loyalty program

4000 Miles* offerts maintenant
et d'autres avantages ensuite.



4000 Miles* offered now
and other advantages afterwards.

Adhésion gratuite sur notre site royalairmaroc.com
ou dans nos agences Royal Air Maroc.
Free registration on our website royalairmaroc.com
or in our Royal Air Maroc agencies.



VOTRE PUB ICI

Pour un prix minimum et une portée maximum

Appelez au 514-576-9067

SPÉCIAL DU MOIS

Le Maroc résolument tourné vers l'Afrique

La fin de l'Union du Maghreb Arabe ?

(Pages 15 à 19)

À LIRE AUSSI DANS CE NUMÉRO

D'UN CONTINENT À L'AUTRE
Prise du Pouvoir par l'extrême droite
Vaut mieux que ce soit tout de suite (P. 3)

UN MOIS AU CANADA
Mais où est passé le Québec de Robert Bourassa et de René Lévesque ? (Page 8)

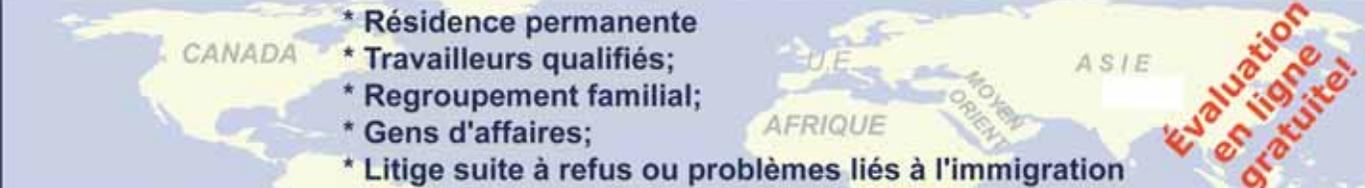
PAGES CULTURELLES
"Lettres aux femmes d'ici et d'ailleurs"
(Page 21)

ASSOCIATIONS EN ACTION
(Page 22)

Photo DR


DALMA
immigration
Division de
BERTRAND, DESLAURIERS
AVOCATS
Avocats spécialisés en droit de
l'immigration depuis plus
de 30 ans

Compétence, intégrité et expérience à votre service depuis 1983



- * Résidence permanente
- * Travailleurs qualifiés;
- * Regroupement familial;
- * Gens d'affaires;
- * Litige suite à refus ou problèmes liés à l'immigration

Évaluation en ligne gratuite!

Adresse: 83, St-Paul Ouest, (La Caserne),
Montréal (Qc) H2Y 1Z1 Canada.

Courriel: dalma@bdia.ca
Tél.: (514) 982-9584 Fax: (514) 982-0895

www.dalma.ca



**LE SPÉCIALISTE
DES VOYAGES
DE LA OMRA
ET DU HAJ**

Alger - Tunis - Casa  Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو VOYAGES MAESTRO سفريات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444

Tél. 514 381-1999



Titulaire d'un Permis du Québec

Toufic Sleiman
Propriétaire

نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار



Le pouvoir dans les mains de l'extrême droite ?

Il vaudrait mieux que ça arrive tout de suite



Par Abderrahman
El Fouladi

Le Maroc se tourne résolument vers l'Afrique. C'est un fait. Pas besoin d'un dessin pour s'en rendre compte. Il suffit pour cela de voir tous les périples du Roi Mohammed VI dans ce continent et de voir

tous ces accords bilatéraux signés à l'issue de chaque voyage du souverain marocain pour s'en rendre compte (Lire à cet effet les articles publiés dans cette édition sur les pages 15 à 19)

Serait-ce l'agonie de l'union du Maghreb Arabe (UMA) ?

"Oh, diront plusieurs maghrébins (marocains compris) l'UMA n'a pas besoin de ça pour agoniser: Elle fut mort-née. Et pour cause: Elle aurait mal choisi son moment pour naître ! Une période tumultueuse où les plus influents pays de la région étaient en train de régler des comptes en souffrance, à coup de "mouvements de libération" tout en faisant souffrir deux générations., et ce, à force de privilégier le leadership de certains gouvernants sur l'intérêt des peuples de l'union... à commencer par l'Intérêt de leur propre peuple.

Or face à l'affaiblissement des autres pays du Maghreb, le Maroc serai-il en train de trouver d'autres opportunités pour son propre épanouissement régional ? Ce serait le cas si on prend en considération le retour du Royaume au sein de l'Union africaine et surtout sa récente candidature à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO).

La conjoncture actuelle plaide en faveur de la stratégie marocaine et dicte à ce pays d'enterrer ce rêve éphémère appelé UMA pour s'atteler à une promesse concrète de succès dans un avenir immédiat.: L'ouverture africaine.

Pour ce, le Maroc a des potentialités qui manqueraient à l'Afrique : Savoir-faire agricole, enseignement, ressources phosphatées, secteur tertiaire développé, pays d'asile pour des réfugiés climatiques et surtout non pas un

"savoir-faire" mais une "autre façon de faire" via la diaspora scientifique et technique marocaine... Ce qui bouclera la boucle et fera le lien entre la coopération Nord-sud à travers le Maroc et mettra en branle la nouvelle coopération sud-sud initiée par ce même Maroc.

Et ce serait en train d'arriver au moment où les frontières de l'Occident seraient en train de se fermer.

L'extrême droite marque des points partout en profitant d'une peur artificiellement fabriquée. L'extrême droite risque de gagner... Est en train de gagner!

Le Président Trump interdit à des musulmans d'élire domicile aux USA.... Et après ?

Que Marine LePen importe les présidentielles en France et que toute l'Europe devienne extrémiste... Et APRÈS !

L'extrême droite l'emportera tôt au tard. Il vaut mieux que ce soit tout de suite. Et qu'on en finisse.

Et comme dit ce proverbe bien marocain "أللي بقى في عمره ثلاثة أيام احسبو مات" (*Celui qui n'a plus que 3 jours à vivre doit être considéré déjà mort*). Plus vite l'extrême droite prendrait le pouvoir et plus vite on se rendrait compte qui est le vrai ennemi des pays occidentaux. Aussi, il vaudrait mieux crever l'abcès avant que le blessure ne se transforme en gangrène.

Trump a interdit à des musulmans d'élire domicile aux USA, et ce, pour faire plaisir aux membres de son électorat d'extrême droite et à ceux (du même électorat) qui se seraient trompés d'ennemi.

Or voilà qu'un tollé suivit cette interdiction; un tollé de la part de beaucoup d'américains qui n'ont pas perdu leurs valeurs humanitaires, qui n'ont pas vendu leur âme à Trump. Mais un tollé aussi de la part de beaucoup de "requins" qui ne font pas ni dans l'altruisme ni dans le philanthropisme, mais dans le Monde de la finance et de la haute technologie; ceux mêmes qui se voient privés de cette matière grise (aussi musulmane soit-elle) qui innove,

invente, programme et crée ... Même des missiles, des drones et des armes de destruction utilisées allégrement un peu partout à travers le Monde et qui font des USA ce Monstre de guerre invincible et indestructible !

Les centres de recherche américains foisonnent de ceux et celles que l'opinion publique qualifient de "terroristes".

Terroristes, ils le seraient hélas surtout pour les enfants de leurs propres pays d'origine. Car ce sont eux qui fabriquent ces armes avec lesquelles ont est en train de neutraliser "des cibles" dans les champs de bataille ne serait-ce qu'au Moyen-Orient . Et du coup, on ne peut s'empêcher (une fois de plus) de citer cet auteur visionnaire du Moyen-âge : ' *D'où leur viennent toutes ces mains avec lesquelles ils vous giflent sinon les vôtres !*'

Et la plus drôle de toutes : Hollywood qui semble-t-il avait accordé (fin février dernier) des oscars à des noirs, des étrangers et même (en primeur) à un musulman... pour dénoncer, la politique de Mr Trump semble-t-il!

Quelle hypocrisie de la part de cette machine de propagande semble-t-il qui a confectionné ce masque hideux pour les immigrés en général et pour les musulmans parmi eu en particulier !!

Bush Fils lui avait demandé , au lendemain des attentats terroristes contre le World Trade Center de mettre la main à la pâte pour faire réussir la guerre contre le terrorisme. Les résultats étaient au-delà de toute attente. Le terrorisme est devenu musulman . Et de la formule (somme toute bénigne) "Tous les musulmans ne sont pas terroristes mais tous les terroristes sont musulmans" on s'est ramassé avec l'image hollywoodienne: : "Tous les musulmans sont terroristes". Point final.

S'il est écrit quelque part que nous devrions souffrir dans notre chaire, et que nous devrions atteindre le fin fond de notre calvaire, Il serait temps que cela arrive, et ce, avant que les derniers épris de justice en Amérique et partout ailleurs dans le monde occidental ne deviennent tous aveugles !

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

www.maroc-canada.ca
ou
www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

**DIRECTEUR DE
PUBLICATION**

Abderrahman EL FOULADI
elfouladi@videotron.ca
Tél: 514-576-9067

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067
info@maghreb-canada.ca

CHRONIQUEURS

Pr. Abdelfettah El Fatin.
(Maroc)

Dr Mraizika Mohammed,
(France)

Yassine El Fouladi, B.Sc. (Canada)
Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)

ÉDITORIALISTE

A. El Fouladi

IMPRESSION:

Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal)

Maghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Québec (Canada), depuis le 1er juillet 2003. Il est le seul de sa catégorie à être distribué aussi bien à Montréal et ses environs que dans la ville de Sherbrooke (Estrie), depuis sa fondation en juillet 2003.



Maghreb Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Point de vue

Nos peurs, nos instrumentalisations et leurs voiles

Selon le chroniqueur de La Presse, Patrick Lagacé, le premier ministre Philippe Couillard ne serait quasiment plus un vrai québécois. Puisqu'il refuse la compromission que propose la coalition caquiste/péquistes/solidaire concernant l'interdiction du voile dans les postes d'autorité coercitive, il aurait déjà « fait son lit : canadien d'abord, québécois quelque part... si ça adonne ».

Au-delà de cette enflure verbale, l'article de Lagacé demeure intéressant à maints égards. Par rapport à la présence hypothétique du voile musulman dans les postes d'autorité, le raisonnement qu'il déploie donne d'abord à voir, de manière exemplaire, la vacuité de la position dite de compromis que les partis de l'opposition défendent présentement.

En effet, le propos du journaliste montre clairement que cette position ne s'appuie sur rien, à l'exception d'une double peur. Celle qui s'alimente de la mémoire encore vive de l'histoire de l'Église québécoise (qui, soit dit en passant, n'a aucun équivalent dans l'islam québécois) et celle, plus actuelle, qui anticipe une prochaine crise identitaire si le gouvernement ne se plie pas aux exigences de l'opposition.

On nous invite donc à accepter ces exigences au nom de ces peurs. L'argument est évidemment irrecevable sur le plan moral et légal. On ne réduit pas les libertés d'autrui parce qu'on craint nos fantômes du passé ou la réaction de nos amis identitaires du présent, qu'ils soient par ailleurs racistes ou non. Ça ne se fait tout simplement pas.

La peur de disparaître

Dans son texte, Lagacé ramène ensuite les précédentes peurs à une question plus fondamentale. Il écrit : « Il se trouve que les Québécois ont peur – depuis toujours – de disparaître ». C'est donc là le secret de toute l'affaire. Au Québec, on craint de disparaître. Mais pourquoi ? C'est parce que, toujours selon Lagacé, nous sommes « à la fois minorité (en Amérique du Nord) et majorité (au Qué-

bec) ».

Ici, on est en droit de demander : où est la part du voile dans tout ça ? Sans parler de leur éviter réellement de disparaître, en quoi l'interdiction de ce voile dans les postes d'autorité annihilerait ou seulement apaiserait la peur de disparaître des Québécois ? Autrement dit, quel est le rapport entre les voiles d'une minuscule minorité religieuse et les peurs existentielles de la majorité nationale ?

L'instrumentalisation

Lagacé répond à cette question en expliquant que ce lien réside dans « l'instrumentalisation » de cette peur par certains politiciens en quête effrénée de « votes racistes ». Et, dans l'espoir que l'on barre la route à cette malheureuse instrumentalisation, il invite le premier ministre à accepter la compromission de l'interdit partiel proposée par l'opposition.

La logique a le mérite de dévoiler le véritable problème du Québec contemporain. Celui qui découle naturellement du raisonnement du journaliste et que l'on peut reprendre sous la forme de la question suivante : pourquoi les politiciens québécois, particulièrement ceux qui se disent préoccupés par l'insécurité identitaire du Québec, se rabattent-ils ainsi sur une instrumentalisation qui ne peut pourtant en rien résoudre cette insécurité, ni à court ni à long termes ?

Disons-le autrement. La peur de disparaître n'est pas nouvelle au Québec. Elle existe au contraire, comme le souligne Lagacé lui-même, « depuis toujours ». Or, dans un passé pas si lointain, de grands hommes, de la trempe de René Lévesque et de Jacques Parizeau, ont montré la voie à suivre face à cette peur, en lui proposant comme solution un projet politique juste et ambitieux, l'indépendance du Québec. Ces grands hommes pensaient ainsi pouvoir protéger la pérennité identitaire de la nation québécoise en la mobilisant derrière la construction d'un État et d'une société à la fois progressistes et inclusifs.

Comment dès lors expliquer que nous

sommes passés, en l'espace d'une décennie, de cette solution grandiose à une échappatoire médiocre prétendant résoudre le problème identitaire québécois à coups de mesures liberticides ?

Finalement, grâce à l'article de Lagacé, on voit plus clairement les enjeux du débat en cours sur le voile, l'identité et leurs corollaires. Le défi du Québec d'aujourd'hui n'est pas l'accoutrement des femmes musulmanes, mais l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le projet souverainiste. Stigmatiser ces femmes et interdire leurs voiles ne peut constituer une solution viable à nos peurs et à nos instrumentalisations. En s'entêtant à le faire, nous leur ferions

mal, mais sans pour autant que nous nous fassions un quelconque bien.

Et c'est pourquoi, en disant non aux pseudo-solutions que l'opposition propose, nous ne défendons pas seulement le voile de la musulmane, mais aussi le droit du peuple Québécois à chercher une véritable solution à son insécurité existentielle.

Par Aziz Djaout

Source :

<http://themuslimnews.ca/2017/02/18/nos-peurs-nos-instrumentalisations-et-leurs-voiles/>

Les paiements d'intérêts sur la dette publique au Québec atteignent 14,8 milliards de dollars ou près de 7100 \$ pour une famille de quatre personnes

Le paiement des intérêts sur la dette publique provinciale et fédérale au Québec va coûter 14,8 milliards de dollars aux contribuables cette année, ce qui signifie 1774 \$ pour chaque Québécois ou près de 7100 \$ pour une famille de quatre personnes, selon une nouvelle étude de l'Institut Fraser, un organisme de recherche canadien indépendant et non partisan.

L'endettement net combiné du Québec, c'est-à-dire la dette provinciale (186,3 G\$) et la part du Québec de la dette fédérale (138 G\$), totalisera 324,3 G\$ en 2016-2017.

« Il ne s'agit pas d'un choix, l'intérêt doit être payé sur la dette publique et plus les gouvernements déboursent pour payer les intérêts, moins il y a d'argent disponible pour les programmes et services qui comptent aux yeux des Québécois », déclare Charles Lammam, directeur des

études fiscales à l'Institut Fraser et co-auteur de *The Cost of Government Debt in Canada*, 2017.

L'étude relève que les paiements d'intérêts sur la dette provinciale du Québec coûtent 10 G\$ cette année seulement, mais en y ajoutant sa portion des paiements d'intérêts de la dette fédérale (4,7G\$) le total atteint presque 15 G\$.

C'est plus que ce que le gouvernement provincial dépense pour l'éducation primaire et secondaire, 12,9 G\$ en 2013-2014, et deux fois plus que ce que la province verse aux médecins (7 G\$ en 2015).

« La dette publique impose aux Québécois des coûts réels et tangibles. Les paiements d'intérêts ne sont pas négligeables et enlèvent de l'argent qui pourrait répondre à d'autres priorités importantes, comme les programmes sociaux ou l'allègement fiscal », affirme M. Lammam.

Source : Institut Fraser

ÉCOLE DE CONDUITE AMEL
Reconnue par la SAAQ
Instructeurs qualifiés et expérimentés
Cours jour, soir, fin de semaine. Instruction en Français, Anglais ou Arabe

Deux succursales pour mieux vous servir!

6955, Bd Lacordère, suite 304
Saint-Léonard, (QC) H1T 2K5
Bus 32 et 353
Tél.: (514) 510-0880

3300, Bd Rosemont, suite 100
Montréal (QC) H1X 1K2
Bus : 67, 197 et 467
Tél.: (514) 729 6330

EXAMEN

Nous louons les Voitures (Automstiques / manuelles) pour l'examen

COLLÈGE SOR

2700, Rachel Est,
Montréal, H2H 1S7 (métro Frontenac ou Sherbrooke)
Tél. (514) 525-3777
1 855 55 ESSOR (37767)
www.collegeessor.com

POUR UN ACCÈS RAPIDE À L'EMPLOI

Assistant Technique en Pharmacie-LabXpert : stages et placement (2 mois)
AEC/Aide-éducatrice/Ouvrez une Garderie : RCR, Aide à l'emploi (1 mois)
Commis à la Comptabilité : 2 stages, Acoma, Sage 50 et placement (2 mois)
Préposé aux Bénéficiaires : stage, cartes RCR, PDSB, placement (en 1 mois)
Secrétariat - juridique, dentaire ou médical : stages et placement (2 mois)

Note : Frais de scolarité minimes et déductibles d'impôts. Tous nos programmes reconnus sont offerts, en classe et à distance, en partenariat avec ESSOR : La première Agence de Placement et d'Aide à l'emploi.

Réaction à l'attentat de Québec Mais où est passé le Québec de Robert Bourassa et de René Levesque ?



Youssef Nacef, Retraité

Président- Fondateur de l'Amicale des Tunisiens au Canada

Suite à l'attentat terroriste ignoble, barbare et lâche, d'Alexandre Bissonnette qui avait ciblé la grande mosquée de la ville de Québec, j'aimerais bien tout d'abord présenter mes sincères condoléances aux familles des victimes et que Dieu ait leur âme.

Cette attaque meurtrière de Québec fin janvier 2017, nous a fait réaliser que le Québec n'est pas immunisé contre l'horreur, contre l'incompréhensible, contre la haine ou contre la rage d'un homme qui s'attaque à ses semblables. Toutes ces tragédies du genre (tuerie à l'Assemblée nationale, à l'École Polytechnique, au collège Dawson, à Saint-Jean) ont été l'œuvre de « Québécois de souche » contre leurs concitoyens de toute confession à l'exception de cette dernière qui a ciblé uniquement les nouveaux Québécois de confession musulmane.

Force est d'admettre que la radicalisation d'une minorité de Québécois de souche « blancs catholiques » s'est développée à partir de 2007, quand ça commençait les accommodements raisonnables. Puis, venue la commission Bouchard-Taylor qui a mis plutôt une tribune aux islamophobes pour cracher leur venin sur les néo-québécois et enfin, la charte québécoise qui vise exclusivement la femme musulmane.

Il faut le dire, la Presse écrite comme la Presse électronique (pas toute), les réseaux sociaux, les sites antimusulmans ont tous largement contribué petit à petit à la peur de l'autre, à la diabolisation de l'autre, au petit racisme quotidien, à l'intolérance, à l'islamophobie, à la haine, à l'agression orale, parfois physique et finalement à l'élimination des personnes physiques par cet effet de martèlement quo-

tidien et quasiment incessant.

Malheureusement, et il faut l'admettre, le racisme existe au Québec avec une islamophobie montante. Le racisme est devenu décomplexé et légitimé en quelque sorte dans la mesure où on n'a plus honte de le dire et on l'assume comme on en voit sur les plateformes des réseaux sociaux.

Ces voyous antimusulmans, des énergumènes qui ont une haine viscérale anti-arabe, des fêlés sur les réseaux sociaux qui persistent et signent dans leurs attaques contre tous les musulmans. Des propos d'une gravité à vous faire dresser les cheveux sur la tête.

Il est temps que les auteurs de discours d'exclusion et de rabaissement qu'ils soient politiciens, animateurs ou autres personnalités publiques ou non, se rendent compte du tort que leurs mots peuvent causer.

Il faut aussi le dire, les musulmans ont beaucoup souffert des accusations venant de toute part, ils ont peur aujourd'hui pas seulement des attaques physiques mais surtout des attaques verbales, des menaces à ne plus en finir, car comme disait Philippe Couillard, « Les mots prononcés, les mots écrits aussi ne sont pas anodins. A nous de les formuler. A nous de les choisir. Ils peuvent unir, guérir ou diviser et blesser ».

Moi, qui suis au Québec et fréquente les Québécois de souche depuis 45 ans. Je n'ai jamais vu un tel changement d'attitude vis-à-vis les étrangers en général et les musulmans en particulier que pendant ces dix dernières années. Une montée vertigineuse de l'islamophobie, soit par ignorance, soit par peur de l'autre, alimentée par certains animateurs ou chroniqueurs qui n'ont jamais cessé leur tapage quotidien sur l'islam et les musulmans d'une manière négative. ET ça aussi, il faut le dire.

Paradoxalement, je refuse de croire que les Québécois sont racistes, intolérants et xénophobes. Où est-il donc passé le Québec de Robert Bourassa et de René Levesque que j'ai connu, aimé et adopté il y a 45 ans ?

Est-ce qu'on est capable comme société, d'admettre que des propos et des comportements de certains individus ont un potentiel malsains, voire dangereux ?

Est-ce que la société québécoise est assez mature, de faire un examen de conscience collectivement, de voir la réalité en face, de s'avouer nos travers (Québécois de souche ou d'adoption),

de s'auto critiquer et d'adopter le vivre ensemble afin d'éviter, autant que faire se peut, la répétition d'actes haineux et funestes ?

Déjà, des désirs de changements s'expriment des deux côtés. Au lieu de se replier sur elle-même après la perte de six de ses membres, la communauté musulmane d'une part, dit vouloir ouvrir davantage ses mosquées et son cœur pour se faire mieux connaître. Dans ce drame, je trouve que la communauté musulmane s'est comportée d'une manière exemplaire. Pas d'insultes, pas d'amalgame, pas de réprimande et même, elle accorde son pardon au présumé meurtrier par la bouche de son Imam, allant jusqu'à le considérer comme la septième victime de l'attentat. Aussi, l'ambassadeur guinéen au Canada a assuré quant à lui, « que le pardon est un principe cardinal de la religion musulmane. Le pardon nous est demandé même pendant les épreuves les plus difficiles. »

D'autre part, des milliers de Québécois toute confession confondue, se sont rassemblés à Montréal pour honorer lors d'une cérémonie funéraire, trois des six victimes innocentes de confession musulmane abattus dans l'enceinte de la grande mosquée de Québec lors de leur dernière prière de la journée.

C'est une marque de solidarité et d'affection de la part de nos concitoyens « québécois de souche ». Il y a quelque chose d'encourageant dans la réaction de solidarité qui a suivi le drame. Les élites politiques ont fait leur mea culpa d'une certaine manière. Du côté de la communauté musulmane, les gens ont montré beaucoup de dignité dans leur malheur. Il n'y a pas eu une once d'agressivité dans leurs déclarations et dans leurs réactions. C'était au contraire du pardon, de l'amour et une invitation à la solidarité.

Tout le pays s'est montré solidaire. Les hommes tués dans l'attaque, bien qu'ils nous aient quittés, nous ont permis de nous rassembler. Ils ont, par leur mort, rallié des personnes de différentes nationalités, couleur, races et religions. Ils ont réussi à unir le Québec. Il faut apprendre à se connaître, à se respecter les uns des autres malgré nos différences.

On peut facilement conclure que cet acte de violence est une conséquence directe de l'islamophobie qui a pris plus d'importance au Québec depuis quelques années, surtout à partir de 2007 quand les accommodements raisonnables faisaient rage, instrumenta-

lisées par certains politiciens pour faire plaisir aux extrémistes de droite ou encore par certains chroniqueurs et animateurs populistes afin d'augmenter leurs cotes d'écoute.

Et ce n'est pas pour rien, ni un pur hasard que ces radios poubelles sont très populaires ayant la côte d'écoute la plus élevée dans la vieille capitale. Par conséquent, ils ont envenimé le climat social dans la belle Province. Il faut donc être très vigilant et informer la population du danger de ces informations, car sous-estimer le phénomène de haine souterraine à l'égard des musulmans serait une grave erreur.

La communauté musulmane quant à elle, ne demande pas d'être mise sur un piédestal. Elle ne demande que de vivre en paix, de reconnaître ses compétences et qu'elle ne soit pas discriminée pour l'emploi afin de contribuer pleinement au développement économique et social du Québec.

Non à l'amalgame

Même si l'auteur de cet attentat est un « Québécois de souche », Il n'en demeure pas moins que le Canada, la Belle Province et Québec City en particulier, sont des endroits les plus sécuritaires au monde. Pourquoi ? Parce que tout le monde ici fait bien son job : La police, les gouvernants et la population qui est, soit dit en passant la plus pacifique, la plus ouverte, la plus tolérante et accueillante au monde, même s'il y a encore au Québec des marginaux individus plutôt frustrés et complexés de la vie qui sont xénophobes et islamophobes au plus haut point, qui tiennent encore des propos haineux, vraiment horribles, tel que « bon débarras », ou encore « il était temps que ça leur arrive ». Ils se réjouissent du drame qui a frappé la communauté musulmane au Québec. Mais ces individus ne représentent tout de même qu'une infime minorité de québécois et qu'il ne faut jamais faire d'amalgame.

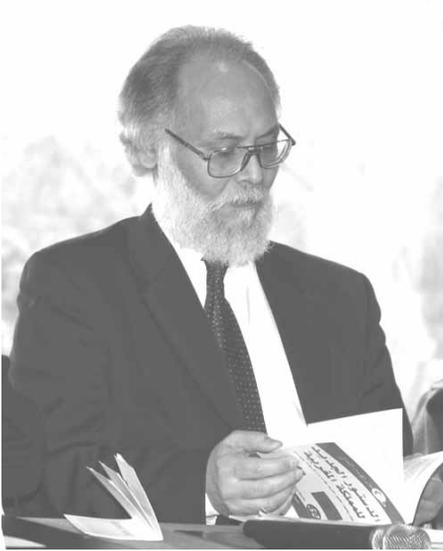
Un grand peuple

Le peuple canadien/québécois est un grand peuple. Il a un rôle majeur à jouer au sein de notre société pour lutter contre la discrimination, l'injustice et la xénophobie. On n'a qu'à voir la grande vigile, une marre humaine organisée à la mémoire des victimes à Montréal, Québec et plusieurs autres villes. Et c'est en ce moment-là que je reconnais la grandeur de ma Belle Province.



Société

L'Immigré, la Baleine et le Raciste : le choc des valeurs



Par Mraizika Mohammed

(Docteur en Sciences Sociales, Consultant en Ingénierie Culturelle...)

Des centaines de volontaires se sont mobilisés pour sauver des Baleines-pilotes échouées (le 10 février dernier au matin) sur une plage (Farewell Spit) de la Nouvelle-Zélande.

Au même moment une chasse à l'Immigré est déclarée aux États Unis sur ordre du président Trump. Ces deux faits donnent à réfléchir non pas sur la dimension métaphysique de la création et des créatures, mais sur ce que l'Immigré est devenu aujourd'hui.

Certes, « Comparaison n'est pas raison » dit un vieux (1610) proverbe hollandais (Janus Gruter).

Mais lorsque les valeurs se croisent et les images s'entrechoquent tout devient confus et permis. L'Homme et l'Animal, la Baleine et l'Immigré, la Fraternité et la Bêtise humaine, le Raciste et le Patriote, se confondent et deviennent des concepts désincarnés. L'Homme est pourchassé, traqué comme un gibier sauvage alors que la naissance d'un bébé panda dans un zoo (Pairi Daiza) de Belgique est magnifiée et fêtée.

Que l'on ne se trompe pas. La préservation des espèces menacées est un impératif et un devoir

L'échouage massif à marée basse de Baleines (plus de 600) qui viennent mourir sur une plage est un phénomène qui impressionne par son ampleur et inquiète les scientifiques par son étrangeté.

Mais, au-delà, ce phénomène doit interpellé la conscience humaine sur la nécessité et l'urgence de la préservation des milieux écologiques dont dépend la survie même de l'humanité.

L'immigré cette espèce en danger

Dire aujourd'hui que l'Immigré est une espèce en danger n'est pas une banale litote. Il suffit de voir à quel point les « réfugiés climatiques » (plus de 250 millions) sont abandonnés à leur sort pour en admettre l'hypothèse. Il suffit de relever le nombre d'immigrés morts en Méditerranée (plus de 10 000 en 2014 selon l'ONU) pour se rendre compte de l'ampleur du drame humain qui se joue à quelques kilomètres des côtes européennes.

Autrefois, l'idéologie coloniale a renié la qualité humaine à l'aborigène australien, à l'indien américain et à l'autochtone africain, afin de mieux le domestiquer et l'exploiter. La chasse à l'Immigré lancée aujourd'hui en Europe comme aux États Unis n'est pas anodine. Elle est le fruit d'une pensée qui respire la vieille anthropologie coloniale du début du XXe siècle. Ses promoteurs s'acharnent à imposer à l'opinion publique occidentale une perception réductrice de l'Immigré envisagé comme un être asocial, un danger pour la cité, un facteur de tension et de désordre. Les arguments les plus ahurissants sont sollicités pour en accréditer l'idée afin de justifier son rejet, lui dénier son humanité et normaliser son humiliation.

Ce racisme aux visages multiples

Cette perception déshumanisante trouve aujourd'hui un terreau favorable dans une « fachosphère », lieu de prédilection de complotistes de tous bords, d'antisémites et d'islamophobes invétérés. Elle prospère à travers des milliers de pages web grâce à des blogs identitaires et politiquement rentabilisés par des partis extrémistes et xénophobes qui annoncent des mesures surréalistes censées, de leur point de vue, provoquer le tarissement des sources de l'immigration et assurer l'éradication de la présence de l'Immigré sur le sol européen.

Cette conception dévalorisante de l'Immigré, de l'Etranger et de l'Autre en général, est soutenue par une stratégie qui a pour vocation de conduire tout débat sur l'immigration et sur l'Islam en particulier dans des impasses et des polémiques stériles. Elle a à son service des doctrinaires, véritables mercenaires champions de la vente en librairie, qui soufflent sur les braises de la haine pour entretenir la flamme de l'idéologie raciste en amalgamant sciemment tout : islam-terrorisme, immigration-insécurité, Immigré-menace, lieu de culte-lieu de la radicalité religieuse.

Aux États Unis, la chasse à l'Immigré et au sans-papier relève du délire d'un homme qui, pour donner à ses partisans un gage de fidélité à ses engagements électoraux, se lance dans une diatribe anti-refugiés qui frôle l'indécence. En Europe, ce sont des partis populistes et racistes, qui

concourent pour les charges supérieures de l'État, qui portent cette idéologie de haine qui constitue réellement une menace pour la paix sociale et la solidarité nationale. Le Hollandais Geert Wilders propose, en guise de programme électoral, de fermer les mosquées, d'interdire le Coran et chasser l'Immigré marocain et musulman des terres bataves. La Française Le Pen distille ce délire à longueur de meetings et de plateaux de télévision.

Faut-il pour autant désespérer de la bonté, de la fraternité et de l'intelligence humaine ?

Faut-il se résigner à ce que la formule « Liberté, Égalité, Fraternité » ne soit plus qu'un vain mot ? Faut-il enfin admettre que la bêtise humaine surclasse l'humanité même ?

Surtout pas !

Consulat Général du
Royaume du Maroc
Montréal



القنصلية العامة للمملكة المغربية
مونتريال

إعلان الضريبة على الدخل

تنتهي القنصلية العامة للمملكة المغربية بومنتريال إلى كريم علم أفراد الجالية المغربية المقيمين بكندا أن المديرية العامة للضرائب تعلن بأنه عملاً بمقتضيات المادة 23 من المدونة العامة للضرائب، فإن الموظفين والمستخدمين ذوي الجنسية المغربية أو الأشخاص ذوي الجنسية الأجنبية المتعاقدين مع المملكة المغربية والمزاولين مهامهم بالخارج وكذا العمال المغاربة المقيمين بالخارج يخضعون للضريبة على الدخل برسم مداخيلهم ذات المصدر المغربي، وذلك في إطار الشروط المحددة في القانون السالف الذكر مع مراعاة تطبيق الأحكام التي تنص على المعاهدات الجبائية الدولية.

وتطبيقاً لمقتضيات المادة 82 من المدونة المشار إليها أعلاه، فإنه يتعين على هؤلاء الأشخاص أن يدلووا بالإقرار السنوي المتعلق بدخلهم الإجمالي ذي المصدر المغربي والمحصل عليه خلال السنة السابقة، وذلك:

- قبل فاتح مارس من كل سنة، بالنسبة لأصحاب الدخل المهنية المحددة حسب نظام الربح الجزافي أو الدخل الأخرى غير المهنية أو هما معاً؛

- قبل فاتح ماي من كل سنة، بالنسبة لأصحاب الدخل المهنية و/ أو الفلاحية الخاضعة لنظام النتيجة الصافية الحقيقية أو نظام النتيجة الصافية المبسطة.

هذا، ويمكن تحميل المطبوعات النموذجية المتعلقة بالإقرار بالدخل العام من البوابة الإلكترونية لمديرية الضرائب www.tax.gov.ma عبر الرابط "Formulaires fiscaux".

وجدير بالإشارة إلى أن هذه الإقرارات توجه بعد تعبئتها في رسالة مضمونة مع إشعار بالتسلم أو تسلّم مقابل وصل إلى تقسيمة الضرائب المتعلقة بالأشخاص الطبيعيين التابع لها مقر إقامة هؤلاء الأشخاص، وذلك في حالة تواجدهم بالمغرب. كما يمكن إيداع هذه الإقرارات بطريقة إلكترونية عبر خدمة Simpl-IR المتوفرة بالبوابة الإلكترونية المشار إليها آنفاً، وذلك بعد التسجيل في الخدمة.

وللمزيد من المعلومات يمكن للأشخاص الذين تسري عليهم مضامين هذا القانون الضريبي الاتصال بمركز الإرشادات الهاتفية للمديرية العامة للضرائب على الرقم

011 212 5 37 27 37 27



Consulat Général du Maroc, 951, Boulevard René-Lévesque ouest, Montréal, Qc. H3H-1R6. Tél. : 514-288-8750
Site Internet : www.consulatdumaroc.ca, Courriel : info@consulatdumaroc.ca

Ministère chargé des Marocains résidant à l'Étranger et des affaires de la migration

Principaux résultats de l'étude sur les besoins et les attentes des jeunes Marocains résidant à l'étranger

Le Ministère Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration a réalisé au cours de l'année 2016, en collaboration avec l'ensemble des institutions nationales concernées par les questions de la jeunesse, une étude sur les besoins et les attentes des jeunes marocains résidant à l'Étranger, afin d'améliorer les programmes qui leur sont destinés et de les adapter aux nouveaux contextes, au niveau national et international.

Cette étude qui a concerné un panel représentatif de 2146 jeunes MRE de 15 à 30 ans résidant dans 6 pays à savoir l'Allemagne, la Belgique, l'Es-

pagne, la France, l'Italie et les Pays Bas, vise particulièrement, à atteindre les objectifs suivants :

- Identifier les besoins et les attentes des jeunes MRE, selon les spécificités de chaque tranche d'âge, de sexe, ainsi que celles des pays d'accueil ;
- Établir un état de lieux des programmes existants par rapport aux attentes des jeunes MRE ainsi que des forces et faiblesses de ces programmes ;
- Définir une vision stratégique pour la mise en place d'une politique au profit des « jeunes MRE » adaptée à leurs besoins et à

leurs attentes ;

- Élaborer un plan d'action détaillé d'accompagnement socioprofessionnel, économique et culturel des jeunes MRE.

La méthodologie adoptée pour la réalisation de cette étude a été diversifiée et menée en plusieurs étapes, à savoir :

- Une capitalisation scientifique à travers une revue de la littérature en relation avec la problématique de la jeunesse migrante dans les pays d'accueil ;
- Des entretiens avec les acteurs institutionnels au Maroc et dans les pays concernés ;
- Un Benchmark international qui révèle que les expériences sont assez distinctes entre les pays d'accueil et les pays d'origine ;
- Des rencontres avec la société civile agissant dans le milieu de l'immigration et des Jeunes marocains résidant à l'étranger dans les pays d'accueil ciblés par l'étude ;
- Une enquête sur le terrain auprès de jeunes MRE pour sonder l'adéquation des programmes mis en place et leurs besoins et attentes.

Résultats de l'Étude

Les principaux résultats de cette étude ont été présentés selon trois axes, en relation avec les besoins des jeunes MRE, à savoir :

- 1) l'intégration dans les sociétés de résidence,
- 2) l'attachement identitaire au Maroc et ...
- 3) la citoyenneté dans les pays d'accueil.

Les résultats concernant la première dimension relative à l'intégration dans les pays d'accueil, révèlent que 23% sentent une discrimination à accéder au marché de l'emploi et 36% ont des difficultés à poursuivre leurs études. Par ailleurs, 63% d'entre eux ont un niveau scolaire moyen supérieur au baccalauréat et 80% déclarent être soit en formation (élèves ou étudiants) ou occupés (salariés ou libéraux). Sur un autre

volet, 75% des jeunes MRE vivent dans le foyer familial et déclarent avoir besoin d'accéder à leur propre logement.

Les résultats relatifs à l'attachement identitaire au Maroc, démontrent que les jeunes MRE expriment un fort attachement à leur mère patrie, cela se manifestent par la maîtrise des langues nationales, la fréquence des visites au Maroc, l'investissement dans le au Maroc et le retour définitif au pays. En effet, 68,8% de ces jeunes maîtrisent les langues nationales, trois-quarts d'entre eux visitent le Maroc au moins une fois par an et 75% de ces visites dépassent un séjour de 16 jours dans le pays.

En termes de retour, 62% d'entre eux envisagent de retourner au Maroc pour l'investissement, 48% pour y occuper un poste et 50% pour y passer leur retraite. D'un autre côté, 85% des jeunes MRE préfèrent que leur conjoint soit marocain.

Enfin, sur le plan de la citoyenneté dans les pays d'accueil, l'enquête a révélé que 75% des jeunes enquêtés se sentent appartenir à leur pays d'accueil et 57% s'identifient porteurs des deux cultures à la fois. Cependant, seulement moins de 10% des sondés appartiennent à un parti politique ou à une association et 38% participent aux élections.

A l'issue de ce travail d'investigation, une stratégie, pour renforcer les liens avec les jeunes MRE, est élaborée selon une approche systémique et multi-partenaire. Cette stratégie est bâtie autour de trois piliers (l'intégration dans les pays d'accueil, le renforcement des liens avec le Maroc et la citoyenneté dans les deux rives) et trois leviers stratégiques (veille sur les jeunes MRE, gouvernance-réseautage et médias-communication). Elle est, également, composée de 13 domaines d'action et 38 projets opérationnels conçue en pleine harmonie avec la stratégie nationale destinée aux marocains résidant à l'étranger.

Source : MCMREAM





Podium

Mouna Bahtit, diplômée de l'Université de Montréal et actrice pour l'amélioration de la santé des femmes



Mouna Bahtit
Photo : Daphné Archambault

GEOPS GÉO PLANÈTE SOLUTIONS - WWW.GEOPS.CA

- Changements climatiques/ Environnement
- Systèmes d'Information Géographique
- Cartographie thématique
- Formation continue

GEOPS GÉO PLANÈTE SOLUTIONS - WWW.GEOPS.CA

Mouna Bahtit, originaire du Maroc, est diplômée d'une maîtrise en administration des services de santé obtenue à l'Université de Montréal.

Elle est aussi et surtout la co-fondatrice de l'Institut International pour la santé des femmes (IISF), un organisme qui lutte pour l'amélioration de la condition des femmes issues de minorités ethnoculturelles au Québec et au Canada.

Voici un entretien avec cette passionnée (réalisé par Ambre Sachet) :

Un petit mot sur votre parcours avant votre arrivée au Canada ?

La cause sociale des femmes a toujours existé pour moi et ce depuis mon départ du Maroc où j'étais étudiante en médecine et où j'ai travaillé aux urgences. J'y étais bénévole pendant mes études, ce qui n'est pas usuel en Afrique ou en Europe.

En tant que médecin à Casablanca, j'ai beaucoup travaillé avec des femmes. J'ai commencé à faire mes vraies expériences de la cause auprès de groupes vulnérables et défavorisés. Ça a marqué un tournant pour moi, et j'ai saisi à quel point j'étais privilégiée.

Pourquoi avoir choisi de venir étudier à l'Université de Montréal ?

Les diplômés de l'UdeM ont cette propriété francophone. Pour moi ça a été une question de proximité avec la plus grande université francophone à Montréal. Mon réseau, c'était l'UdeM. Le diplôme le plus convaincant était celui en administration des services de la santé: pouvoir aider à résoudre des choses en fonction de ce que j'avais acquis et comprendre le grand mystère du système de santé au Québec. J'ai fait une maîtrise suivie d'un mémoire sur la migration des médecins vers les autres provinces canadiennes et les États-Unis.

L'UdeM a été ma première vraie expérience de la vie nord-américaine francophone. Ma vie aurait été différente si j'avais fait cette formation ailleurs.

Quels ont été vos principaux accomplissements pour la santé des femmes ?

J'ai travaillé avec le RQCALACS, le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel et la violence faite aux femmes. J'ai aidé à élaborer une série de fascicules sur l'intersectionnalité des discriminations dans le domaine de la santé. Si vous êtes une Québécoise pauvre, victime de violence et en besoin d'accès à la santé, ce n'est pas la même chose que si

vous êtes noire et immigrante.

C'était exactement ce que je vivais: arabe, musulmane, immigrée, femme, divorcée, d'ascendance juive.

J'ai travaillé à la direction de la protection de la jeunesse (DPJ) pour adapter les programmes du gouvernement à la communauté arabophone.

J'ai été engagée (par la Société canadienne du cancer en tant qu'ambassadrice de la campagne Mémo-mamo) pour adapter un programme de dépistage du cancer du sein aux communautés arabophones et d'Asie méridionale. La prévention ce n'est pas seulement la mammographie à 50 ans.

D'où est venu l'Institut international pour la santé des femmes ?

C'était une obligation de créer cet institut. J'ai beaucoup appris sur le terrain lorsque j'ai travaillé avec le RQCALACS sur l'image de soi, la violence faite aux femmes, l'hypersexualisation, la santé des femmes, minoritaires, voilées, que j'ai toujours défendues après la montée de l'islamophobie.

Ce n'est pas parce que je ne partage pas leurs convictions que je ne vais pas les défendre pour qu'elles fassent ce qu'elles veulent. J'ai été sollicitée pour des séances de déradicalisation. Je vis l'approche globale de la santé dans toutes mes actions, mais il faut faire le suivi et aider à construire des ponts avec ces populations. C'est le Québec qui perd sinon, ce Québec qu'on aime. Si on décide d'y rester, c'est qu'on l'aime. Moi je me considère comme Montréalaise.

Quels sont vos souvenirs marquants de l'UdeM ?

J'ai eu un cours de marketing social lors de ma maîtrise en administration de la santé qui a été extrêmement marquant. J'avais un professeur qui est une pointure au Québec dans ce domaine (François Lagarde). On avait fait un exercice au cours duquel j'ai réalisé les erreurs que j'avais commises au Maroc, où j'ai travaillé pour la lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles sans formation.

Le programme avait même échoué, car on n'avait pas tenu compte de certaines prérogatives. Rendue au Québec dix ans plus tard, j'étudiais le marketing social et je l'appliquais à mon intervention, que j'ai pu appréhender comme problème solvable. Ce genre de cours m'a beaucoup appris.

Propos recueillis par Ambre Sachet

Associations en Action...



MISSION EXPLORATRICE AU MAROC

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DAR AL MAGHRIB AU CANADA ORGANISE UNE MISSION EXPLORATRICE DES JEUNES AMBASSADEURS MONTRÉALAIS POUR PROMOUVOIR L'ÉCHANGE INTERCULTUREL ENTRE LES JEUNES MAROCAINS ET CANADIENS

Le Centre Culturel Marocain - Dar Al Maghrib à Montréal en partenariat avec Jeunesse 375 et le Forum Jeunesse de l'île de Montréal organisent une «Mission Exploratrice des jeunes au Maroc», avec le précieux soutien du Ministère des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration et celui de la Ville de Montréal.

Du 25 février au 4 mars 2017, durant huit jours, cinq jeunes ambassadeurs et ambassades, âgés de 15 à 28 ans, ainsi que leurs accompagnateurs dont le chef de projet Jeunesse 375, visiteront les villes de Casablanca, Rabat et Marrakech pour y effectuer des visites aux grands projets effectués par ou pour les jeunes marocains, faire des rencontres avec plusieurs officiels du Royaume, échanger les idées et les expériences avec les jeunes marocains engagés, qui partagent différentes visions et portent les mêmes idéaux quant à l'avenir.

Outre les cinq jeunes ambassadeurs, nommés JAE (Jeunes Ambassadeurs de l'Engagement) qui partiront en mission au Maroc, d'autres séjourneront en Suède et au Danemark, en Belgique (Bruxelles) et en Chine (Shanghai).

Riches de leurs expériences respectives, tous ces jeunes participeront, au printemps 2017 au Sommet Jeunesse, organisé par la ville de Montréal dans le cadre des célébrations du 375^{ème} Anniversaire de Montréal.

DAR AL MAGHRIB, SON RÔLE ET SON IMPLICATION

En proposant l'insertion du Maroc parmi les destinations privilégiées des Jeunes Ambassadeurs et Ambassadeurs de l'Engagement, le Centre Culturel Maroca-

in - Dar Al Maghrib à Montréal ne fait que confirmer sa vocation d'institution impliquée dans son environnement social immédiat et promoteur de l'interculturalité. Dar Al Maghrib à Montréal réalise aussi, l'une de ses missions premières : Promouvoir le Maroc et contribuer à la promotion du vivre ensemble.

Quant aux visées, Dar Al Maghrib entend contribuer à l'épanouissement des jeunes montréalais, et privilégier l'échange interculturel, le partage d'idées et d'expériences entre les jeunes canadiens et les jeunes marocains.

8 JOURS AU MAROC
UNE BELLE MISSION
5 JEUNES AMBASSADEURS ENGAGÉS

cains, tout en contribuant à l'ouverture de la jeunesse marocaine sur le monde.

LA PROGRAMMATION

Les jeunes ambassadeurs profiteront d'un programme riche et éducatif.

RABAT :

- Rencontre avec M. Anis Birou, Ministre Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration;
- Visite au Ministère de la Jeunesse et des sports;
- Présentation de la stratégie jeunesse 2020;

- Présentation du projet jeune entrepreneurs en partenariat avec la Banque Mondiale;
- Visite au Parlement (rencontre avec les jeunes parlementaires);
- Visite au Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH);
- Visite à l'Institut Royal de la Culture Amazigh (IRCAM);
- Rencontre avec les jeunes élus (es) de la région Rabat-Kénitra, (au Ministère de l'Intérieur) à la préfecture de Rabat;
- Rencontre avec des associations locales œuvrant pour la promotion de l'implication des jeunes dans la gestion de la ville;
- Visite au Mausolée Mohamed V et la rue des consuls (ancienne médina de Rabat);

MARRAKECH :

- Rencontre avec les jeunes élus (es) de la région de Marrakech-Tansift Al Haouz (Wilaya de Marrakech);
- Rencontre avec des associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse (à Marrakech);
- Visite des projets réalisés pour et/ou par les jeunes de la région;
- Visite touristique de la ville de Marrakech;

CASABLANCA :

- Rencontre avec le Maire de la ville de Casablanca;
- Présentation de la politique de la ville de Casablanca;
- Projet de numérisation de la ville de Casablanca;
- Visite des « Abattoirs » de Casablanca, transformés en un espace culturel;
- Rencontre avec les associations œuvrant pour l'amélioration de la situation socio-économique des jeunes et leur implication dans la gestion de la métropole casablancaise.

DAR AL MAGHRIB AU CANADA
www.lecentreculturelmarocain.ca
info@lecentreculturelmarocain.ca

MISSION EXPLORATRICE AU MAROC

DU 25 FÉVRIER AU 4 MARS 2017

5 JEUNES AMBASSADEURS

8 JOURS D'EXPLORATION

DANS LE CADRE DU 375^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

375^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

CENTRE CULTUREL MAROCAIN

Les Offices jeunesse internationaux du Québec | INSTITUT DU NOUVEAU MONDE | CONSEIL JEUNESSE MONTRÉAL | ADAPTIVE BORING CANADIENS/US/ITALIENS

515 Avenue Viger E, Montréal | WWW.LECENTRECULTURELMAROCAIN.CA
QC H2L 3Y3 - (514) 933-8755 | INFO@LECENTRECULTURELMAROCAIN.CA

النقل الدولي

الأمته التجارية

الأمته الشخصية

المركبات

خيرائنا في اللوجستية يقدمون خدمة خبراتهم الخاصة بالتجارة على المستوى الأفريقي في جميع وسائل النقل، وهم مستعدون لمساعدتك وخدمتك سواء في النقل الجوي، البحري، أو البري.

Certifié par:

GO TRANSPORT CANADA
5677, Chemin St-François
St-Laurent, (QC) H4S 1W6
Tél.: 514 312-3884 / Fax : 514 448-4664

WWW.GOTRANSPORTCANADA.COM

Soyez spirituellement connectés

افا

IqamaFinder

www.iqamafinder.com

Trouvez les Iqamas et mosquées à proximité
Créez et partagez des événements
Soyez Les Premiers à L'utiliser

DISPONIBLE SUR Google play

VOUS AVEZ LA MARCHANDISE? NOUS AVONS LES CLIENTS

Affichez votre carte d'affaires sur ce journal en couleurs à partir de 50 \$, par mois, ou en Noir et Blanc à partir de seulement 25 \$
(Taxes en sus - Certaines conditions s'appliquent)

Pour en savoir plus

514-576-9067



Politique et relations multilatérales

Le retour du Maroc au sein de l'Union Africaine après une si longue absence

L'épreuve à laquelle devait faire face la diplomatie marocaine paraissait à la veille du 28^e sommet des chefs d'État de l'Union Africaine (UA) délicate tant l'hostilité était grande et les manœuvres dilatoires insolentes. Mais, la raison l'a emporté et le pragmatisme a triomphé, n'en déplaise aux maîtres conspirateurs de l'Est et du Sud. Désormais le Maroc est chez lui, avec honneur et dans la grâce.

La grâce : « Il est beau le jour où l'on rentre chez soi ! »

Le 28^e sommet des chefs d'État de l'Union Africaine (UA) qui s'est tenu les 30 et 31 janvier à Addis-Abeba, en Éthiopie, a conclu au retour du Maroc au sein de l'instance africaine. Cette décision de sagesse clôt de fait un chapitre de 33 ans de tension et de tergiversations et, en même temps, ouvre à l'Afrique des perspectives ambitieuses.

Il va sans dire qu'avec cette décision l'Afrique a posé les premières fondations d'un système de dialogue interne plus ouvert et d'une gouvernance de ses affaires plus responsable qui tourne le dos aux vieilles recettes politiques qui l'ont maintenue dans la désunion et en marge de l'évolution du monde. Cette même décision lui offre une trajectoire qui lui permettra, si elle est bien maîtrisée, de trouver un rang honorable dans le concert des Nations avancées en majorité structurées en blocs politiques influents et en communautés économiques prospères.

Langage de cœur du Roi du Maroc

Le nouveau président de l'UA, le Guinéen Alpha Condé, a parfaitement explicité dans son discours du 30 janvier, l'importance de ce moment historique : « J'éprouve un sentiment de réconfort à la fin de cette 28^e session, qui marque un important jalon pour faire de l'Union africaine un organe important. ».

Le Roi Mohammed VI a parlé à cette occasion aux africains avec son cœur et a fait montre de pragmatisme : « Il est beau, le jour où l'on rentre chez soi, après une trop longue absence ! Il est beau, le jour où l'on porte son cœur vers le foyer aimé ! L'Afrique est Mon Continent, et Ma maison » affirme le Souverain avant de rappeler que ce retour à la Maison commune signifie pour le Maroc de « bâtir concrètement un avenir solidaire et sûr » et que « son action concourra (...) à fédérer et à aller de l'avant ».

C'est cette conscience d'un devoir sacré vis-à-vis de l'Afrique et ses peuples qui constitue le signe distinctif de la politique marocaine. Les troupes marocaines sont déployées sur le Continent pour assurer une stabilité régionale mise à mal par une poussée terroriste implacable. Les enfants de cette Afrique à la merci des aléas climatiques, meurtrie par les guerres civiles, trouvent au Maroc un havre de paix et une main tendue. Les opérations de régularisation administrative ont profité à plus de vingt-cinq mille d'entre eux. Le souci d'assurer la sécurité spirituelle des africains a amené le Maroc à mettre en place à Rabat un institut de formation unique en son genre dédié à la formation des cadres religieux africains.

Le discours royal d'Addis-Abeba rappelle à tous une réalité et des réalisations tangibles et annonce au-delà de cette circonstance un bon présage pour l'avenir. Il propose des perspectives et plaide pour des solidarités véritables afin qu'émerge une conscience collective qui place l'intérêt de l'Afrique et de ses fils au sommet de ses priorités.

C'est un fait. La conscience d'un destin africain commun et collectif n'est pas la chose la mieux partagée par les Etats du Continent. Certains d'entre eux déploient même sans compter et au détriment de leur propre peuple, des efforts diplomatiques et des sommes considérables rien que pour asseoir un hypothétique leadership sur la région. Les alliances et les ententes qu'ils suscitent n'ont de but que de semer la désunion et le chaos.

La nécessaire vigilance

Le 28^e sommet de l'UA à Addis-Abeba, par son vote incontestable au profit du retour du Maroc, a brisé l'élan d'un « axe du mal » qui a fait de l'hostilité au Maroc sa principale raison d'être diplomatique et politique. Les chefs d'Etats africains présents à ce sommet n'ont pas cédé aux chants de sirènes qu'ils propagent pour contrer le retour du Maroc. Ils ont plutôt saisi l'opportunité pour donner à l'UA un terrain favorable afin de lui permettre de grandir et de prospérer indépendamment des stratégies à courte vue que ces pays comptaient perpétuer.

Le Maroc a tous les atouts et toute la latitude pour jouer dans la perspective et la dynamique nouvelles qui se sont révélées lors de ce 28^e sommet, un rôle moteur grâce à son expertise, à sa conception des rapports Sud-Sud et sa vision clairvoyante des relations Nord-



SM Mohammed VI, Roi du Maroc (Photo DR)

Sud dans un monde mondialisé à outrance.

Les visites africaines successives du Souverain marocain ont montré ce que le Maroc peut apporter au Continent en termes de développement économique et d'influence stratégique. Ces visites ont aussi prouvé une chose précieuse que traduit l'intérêt sincère que porte le Maroc au sort de cette Afrique dans laquelle il puise ses racines les plus profondes. L'accueil et les scènes de liesse et de joie qui ont marqué et accompagné les tournées africaines du Souverain marocain ont révélé toute la profondeur des relations culturelles et culturelles du pays avec le Continent.

Le retour du Maroc au sein de l'UA est donc plus qu'une victoire marocaine exclusive. Il est l'affirmation d'une volonté qui n'a jamais failli en dépit de toutes les contrariétés. Le Maroc s'est éloigné en 1984, à l'initiative du Feu Hassan II, du tumulte de l'OUA pour prendre ses distances avec une pensée stratégique mortifère. Il a pu ainsi se concentrer sur son essor économique et son développement humain cités aujourd'hui en exemple. L'histoire lui en a donné raison. Son retour au sein de l'UA n'est ni une récompense ni une fin en soi. C'est un atout pour assurer à tous une sécurité alimentaire véritable, instaurer la paix et la stabilité dans la région, former et accompagner les africains afin de les mettre à l'abri des humiliations qui les attendent sur la Rive Nord de la Méditerranée. Plus de 10 000 d'entre eux sont passés de vie à trépas en 2016, selon le HCR.

La sagesse voudrait que le Royaume, après ce retour triomphal, tourne un chapitre de l'histoire des relations in-

tra-africaines imposé par des États irresponsables qui ont failli à leur devoir. En accordant aide financière et assistance diplomatique à un groupuscule dont les atteintes aux Droits Humains sont dénoncés par les instances internationales les plus écoutées, ils ont bradé l'avenir de toute une région. C'est inadmissible.

Le Maroc a montré à l'occasion de la COP22 qu'il était capable de relever les grands défis. La clairvoyance du Souverain marocain et l'insistance de la diplomatie marocaine ont prouvé lors du 28^e sommet de l'UA, leur capacité à identifier et à contrer les complots les plus insensés contre le pays. Mais le Maroc ne doit pas baisser la garde, car ceux qui font aujourd'hui profil bas parce qu'ils ont été disgraciés par leurs pairs, n'ont pas dit leur dernier mot. Leurs manœuvres de dénigrement menées contre les intérêts supérieurs du pays prendront d'autres formes et se manifesteront de nouveau dans les instances internationales comme au sein de la société civile occidentale par la voie d'associations inféodées et téléguidées.

Tourner la page de 33 ans d'absence ne doit pas signifier pour le Maroc, baisser la garde. Il faut bien évidemment se réjouir de ce retour tant attendu à la Maison africaine, mais il faut faire preuve d'une vigilance de tous les instants. L'absence de vigilance, en particulier en matière de relations entre États, n'est jamais bonne conseillère.

*Par Dr Mohammed MRAIZIKA
(Chercheur, Consultant en Ingénierie Culturelle, CIIRI-Paris)*



Adhésion à l'UA et candidature à la CEDEAO

Le Maroc se tourne résolument vers l'Afrique et... tourne le dos à l'UMA



Par Mustapha Bouhaddar

En 1984, feu Hassan II (Roi du Maroc dans le temps), souhaitait l'adhésion du Maroc à la CEE, et il déposa une demande en ce sens. Mais, sa requête fut rejetée par la commission économique européenne.

Son successeur, le Roi Mohammed VI, a compris que l'avenir du Maroc ne se jouerait plus en Europe, mais plutôt en Afrique. Et pour cause ! L'Europe, comme on peut le constater, est de plus en plus fragile économiquement et politiquement. Avec le Brexit, et les partis d'extrême droite, qui se profilent partout, même en Autriche et en Allemagne, sans oublier la famille Le Pen en France, qui est donnée gagnante dans les sondages à l'heure où nous rédigeons cet article.

D'après l'ambassadeur du Maroc en France Chakib Benmoussa, le Royaume chérifien "développe avec tous les pays d'Afrique des relations d'égal à égal qui permettent d'affronter les défis d'un monde ouvert".

Croissance démographique, agri-

culture, énergie, santé..., les challenges sont nombreux.

Il a aussi affirmé que parmi les défis à relever ensemble figurent dans la dimension africaine, notamment la croissance démographique importante que connaît le continent et les opportunités de développement offertes dans plusieurs pays africains.

Par ailleurs, les liens séculaires, culturels et spirituels existant entre le Maroc et l'Afrique, soulignant que la politique africaine du royaume ne cesse de se renforcer pour s'exprimer à travers plusieurs canaux. Les différentes visites effectuées par le Roi Mohammed VI dans plusieurs pays africains, ajoutant que ces déplacements du souverain sont couronnés par la signature de plusieurs conventions portant sur le développement de plusieurs secteurs dans ces pays.

Les relations économiques avec l'Afrique sont développées dans le cadre d'une coopération multidimensionnelle, il n'y a qu'à voir l'action menée par le Royaume pour encourager l'investissement en Afrique dans le cadre de Partenariats public-privé et privé-privé.

Selon l'ambassadeur marocain, le Royaume considère que les pays d'Afrique peuvent partager leurs expériences, rappelant, à cet égard, l'importance de l'expérience marocaine grâce aux stratégies mises en place, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'électrification, de la santé et de la formation.

Il a aussi indiqué que le Maroc représente une plateforme pour le développement d'une coopération Nord-Sud réussie au profit des pays

africains, insistant dans ce sens sur le rôle du partenariat entre le Maroc et la France.

Sur un autre registre, il a noté que les opérateurs économiques marocains ont mis en place des approches innovantes en Afrique, notamment dans le secteur bancaire et agricole.

Le Maroc veut intégrer la CEDEAO

Comme on peut le lire sur le site « 360 Afrique », quelques semaines après le discours de Mohammed VI lors du 28^{ème} Sommet de l'Union africaine où il avait parlé de la flamme éteinte de l'UMA, le Maroc se tourne vers l'Afrique subsaharienne et demande officiellement à intégrer la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le ministère des Affaires étrangères et de la coopération a publié le 24 février 2017, un communiqué où il a annoncé que le Maroc a officiellement demandé à adhérer, comme membre à part entière, à la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

"Dans le contexte de la Tournée Royale en Afrique (lit-on dans ce communiqué), et notamment dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, et sur de très hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Royaume du Maroc a informé, aujourd'hui (le 24 février dernier NDLR) Son Excellence Madame Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Liberia et Présidente en exercice de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de sa volonté d'adhérer à cet ensemble régional en tant que membre à part entière.

Cette demande se fait en conformité avec les dispositions du Traité fondateur de la CEDEAO, et en satisfaction totale de ses critères d'adhésion.

Pourquoi la CEDEAO ?

Toujours selon le site cité ci-dessus, la démarche du Maroc vient couronner les liens forts aux niveaux politique, humain, historique, religieux et économique avec les pays membres de la CEDEAO. Ces liens se sont renforcés au cours des dernières années, à travers les 23 Visites Royales dans 11 pays de la région. Plusieurs centaines d'accords conclus au cours de ces Visites Royales, ont donné une impulsion forte à la coopération bilatérale avec les 15 pays membres de l'Organisation.

Le Maroc entretient, également, des liens institutionnels avec la CEDEAO, à travers son Statut d'Observateur, obtenu depuis plusieurs années. A ce titre, le Maroc a participé à de nombreuses réunions de l'Organisation, et apporté sa contribution à ses activités, notamment dans les domaines liés à la paix et la stabilité.

Ainsi, le Royaume a participé à des opérations de maintien de la paix dans région (notamment en Côte d'Ivoire) et aux efforts de médiation pour la résolution des conflits (médiation dans la crise des pays du Fleuve Mano ; contribution à la résolution de la crise institutionnelle grave en Guinée en 2009-2010 ; contribution à la stabilisation de Guinée Bissau...).

Le Royaume a, de même, entrepris des actions de solidarité avec les

À suivre : Page 17



Maghreb Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



Adhésion à l'UA et candidature à la CEDEAO

Le Maroc se tourne résolument vers l'Afrique et... tourne le dos à l'UMA (Suite de la page 16)

pays de la région, notamment durant la période de la pandémie d'Ébola, et face aux catastrophes naturelles que certains pays ont connues. Il a, en outre, initié avec les pays de la CEDEAO des projets structurants, comme le Gazoduc Maroc-Nigeria à travers les pays de la région, et comme la promotion d'un Espace Nord-Ouest Africain comme espace de stabilité et développement.

Cette volonté d'adhérer à la CEDEAO s'inscrit, en outre, dans la Vision Royale de l'intégration régionale comme clé de voute du décollage économique de l'Afrique.

Elle intervient dans la droite ligne de la politique africaine du Souverain, couronnée par le retour du Royaume à l'Union Africaine.

Le Maroc et l'Union Africaine

Le Maroc est officiellement membre de l'Union africaine. Un large consensus s'est formé autour de la demande d'adhésion du Royaume.

Le Maroc qui avait quitté l'ex Organisation de l'Union Africaine (OUA) en 1984 est réadmis officiellement à l'actuelle UA en tant que membre de cette organisation panafricaine.

Cette réintégration est le résultat du large consensus qu'a permis un groupe de 39 pays africains mobilisés derrière le Maroc. Ce groupe a imposé la réintégration du Royaume sans passer par le vote qui aurait été, de toute façon, très majoritairement en faveur du Maroc.

D'après Karim Zeidane (chroniqueur dans 360 Afrique), cette décision est intervenue après une "âpre résistance de la délégation algérienne" qui a soulevé la question des frontières.

Le nouveau président de l'Union africaine, en la personne d'Alpha Condé, président de la Guinée, excé-



dé par les Algériens qui demandaient un report, a opté pour le respect de la majorité écrasante des États membres.

Le transfert du savoir-faire marocain, l'autre engagement africain du royaume

"Notre action s'est particulièrement attachée à la question de la formation qui est au cœur de notre coopération avec les pays frères. Ainsi, des ressortissants africains ont pu poursuivre leur formation supérieure au Maroc, grâce aux milliers de bourses qui leur ont été accordées", a en effet mis en exergue le souverain, dont l'action menée sur le terrain des pays visités a été tant appréciée et saluée autant par les ses homologues que par les peuples africains frères.

Y a-t-il une dimension humaine dans la stratégie africaine du Royaume ?

Déjà en juin 2014, Salaheddine Lemaïzi, dans un article virulent, paru sous le titre « MarocAfric » ou l'investissement marocain en Afrique subsaharienne, dénonçait l'opportunisme et la prédation du Maroc envers l'Afrique.

Dans l'extrait suivant, tiré de cet article cité ci-dessus, on peut lire : « la présence économique marocaine en Afrique profite d'abord à la « galaxie royale » composée d'entreprises appartenant au roi Mohammed VI et son oligarchie. L'investissement marocain en Afrique subsaharienne a trois implications pour le Maroc. Primo, la persistance du mélange entre l'argent public et privé. Ceci s'est manifesté en février dernier lors de la visite du Roi à quatre pays africains (Mali, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry et Gabon).

Lors de ce périple de 20 jours, la confusion persiste entre le rôle de chef d'État et d'homme d'affaire qu'il incarne. On ne savait pas si c'était le businessman en prospection de nouveaux marchés ou l'homme politique qui était en mission diplomatique.

Ce mélange des genres se pose aussi pour des membres du gouvernement actuel, spécialement M. Hafid Alami, ministre du commerce et de l'industrie. Cet homme d'affaires dé-



tient la société Saham, géant de l'assurance au Maroc et dans le reste de l'Afrique.

Dans le même ordre d'idée, le choix des entreprises privées qui ont accompagné le Roi pose plusieurs questions : le régime favorise-t-il des entreprises qui lui sont proches au détriment d'autres entreprises ? « Le Maroc a, en effet, combiné le lobbying politique avec l'aide au développement et l'incitation des opérateurs privés à trouver des partenariats en Afrique. »

Trois ans après l'apparition de cet article, on se rend compte que Mr Salaheddine Lemaïzi a tout analysé de travers, car si le pragmatisme est le socle de la stratégie africaine du Maroc, le Royaume n'a toutefois pas sacrifié à un choix profondément humaniste qu'il a toujours fait sien, élevant la dimension sociale au rang de priorité absolue.

A preuve, cette politique migratoire exemplaire initiée par le Royaume en faveur des frères africains que la précarité a menée au Royaume de l'humanisme. "Nous agissons pour que les couples, en particulier les couples mixtes, composés de Marocains et de conjoints subsahariens, ne soient pas séparés (...)

Toutes ces actions constructives, en faveur des immigrés, ont ainsi justement conforté l'image du Maroc, et renforcé les liens que nous avons d'ores et déjà constitués.

"Certains avancent que, par cet engagement, le Maroc viserait à acquérir le leadership en Afrique. C'est à l'Afrique que le Royaume cherche à donner le leadership", a précisé le souverain, en réponse à certains milieux résolument hostiles au retour du Maroc au sein de sa famille africaine.

Avec mes compatriotes marocains nés ou vivants en France, nous rêvions d'une union maghrébine semblable à la CEE, car les pays du Maghreb, parlent la même langue, possèdent la même religion et les mêmes traditions, et la cerise sur le gâteau, des cerveaux éparpillés dans le monde entier.

Hassan II avait répondu jadis à un journaliste français qui lui demandait son sentiment sur la communauté maghrébine vivant à l'étranger, « qu'il suffit de rapatrier tous nos cerveaux qui vivent à l'étranger, et nous serions d'égal à égal avec les européens, car avec l'Algérie et la Lybie qui possèdent le pétrole, et le Maroc et la Tunisie qui possèdent des richesses agricoles, nous serions complètement autonomes. » Mais hélas, le contexte politique de l'époque ne le permettait pas.

Mohammed VI a raison : Pourquoi se limiterait-on aux pays du Maghreb (dis pays de l'Union du Maghreb Arabe ou UMA nldr) ? Toute l'Afrique a besoin de nous et nous, nous avons besoin de l'Afrique !



Coopération entre le Maroc et la CIFC

Promouvoir les échanges avec les pays de l'Afrique subsaharienne membres de l'OCI

Le ministère délégué auprès du ministère de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique en charge du commerce international, et la Coopération internationale islamique du financement du commerce (CIFC) ont signé, mercredi à Rabat, une lettre d'intention pour promouvoir les échanges avec les pays de l'Afrique subsaharienne membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Signé en marge du Forum de lancement du programme AATB qui se déroule les 22 et 23 février à Rabat, cet accord se focalisera sur l'import-export, via la conception d'un programme sur le renforcement des capacités des acteurs économiques entretenant des échanges commerciaux avec les pays de l'Afrique subsaharienne membres de l'OCI.

Ainsi, la CIFC s'engage à appuyer le programme "renforcement des capacités dans le domaine du commerce international", tenant en compte le plan de travail de cette initiative qui s'étale sur les trois années.

Elle tiendra aussi des réunions de consultation avec le gouvernement marocain pour assurer une coordination conjointe et un examen des programmes sélectionnés en vue d'assurer leur cohérence avec la vision et la stratégie des programmes marocains de développement.

Ces réunions seront également l'occasion pour identifier les tâches des deux parties concernant les aspects liés à la mise en œuvre des programmes, au financement et à l'organisation des activités qui s'y rapportent, ainsi qu'à la coordination et le suivi de la mise en œuvre.

Durant deux jours, le forum AATB, organisé en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID) et le ministère délégué de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique chargé du commerce extérieur du Royaume du Maroc, réunira des intervenants de haut niveau de pays arabes et subsahariens membres de l'OCI.

Créé en 2008 au sein de la Banque Islamique de Développement (BID), la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) a pour but de promouvoir le commerce entre les 57 pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

L'ITFC signe quatre mémorandums d'entente pour mettre en œuvre des projets de partenariat dans divers domaines

Levier de croissance économique durable

La Société Internationale islamique de Financement du Commerce (ITFC) a signé mercredi, quatre mémorandums d'entente pour mettre en œuvre des projets de collaboration et de partenariat dans divers domaines, en marge du Forum de lancement du programme Arab-Africa Trade Bridges (AATB), qui se déroule les 22 et 23 février à Rabat.

Signés en partenariat avec la Banque islamique de développement (BID), ces différents accords reflètent la volonté de l'ITFC de faire du commerce un véritable levier de croissance économique durable, de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté.

Le premier protocole d'entente, entre le Centre du Commerce International (ITC) et l'ITFC, fournit un cadre de partenariat pour la planification et la mise en œuvre de programmes conjoints d'assistance technique relatifs au commerce, de manière efficace et au meilleur coût.

Il inclut des programmes de grande envergure, en l'occurrence, le Programme AATB et l'initiative Aide pour le Commerce pour les Pays Arabes (AFTIAS), des programmes régionaux de développement et de promotion du commerce, le Forum de développement du commerce, le développement des matières premières stratégiques, ainsi que le promotion du secteur Halal qui revêt beaucoup d'intérêt pour soutenir non seulement les pays africains, mais aussi les pays arabes.

Concernant le deuxième accord, signé entre l'ITFC et la Communauté économique des États de l'Afrique

de l'Ouest (CEDEAO), il vise à créer un cadre de collaboration entre les deux parties pour contribuer au développement durable et à la prospérité de l'Afrique de l'Ouest et de ses échanges avec les pays de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

Les domaines de partenariat concernent principalement le programme AATB, la promotion du commerce entre les états membres, les initiatives de développement du commerce, le développement du secteur privé et des PME, le développement des zones économiques et des parcs industriels, les lignes de financement et de cofinancement, les fonds pour le financement du commerce, l'assistance technique et renforcement de capacités et la recherche en matière d'économie et de politiques publiques.

Et d'ajouter que l'ITFC a aussi signé un accord de partenariat avec la Banque africaine d'Import-Export (AFREXIMBANK), dans l'objectif de travailler ensemble et contribuer au développement durable et à la prospérité du continent africain.

Ledit accord porte sur plusieurs domaines, notamment les programmes intégrés du commerce, les initiatives de développement du commerce, le développement du secteur privé et des PME, le développement des zones économiques et des parcs industriels, les lignes de financement et de cofinancement, les fonds pour le financement du commerce, notamment le Fond Souverain pour l'Energie de l'ITFC, le programme AATB et les échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Asie du Sud-Est.

L'ITFC a également signé un partenariat avec le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (ICDT) et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, représenté par le ministère du Commerce, de l'artisanat et de la promotion des PME, et le ministère de la Santé et de l'hygiène publique, visant à établir un cadre de coopération tripartite afin d'assurer la réussite de la rencontre des acheteurs-vendeurs de produits pharmaceutiques, d'équipements et de services médi-

caux, qui se déroulera en marge de la foire "MEXCI 2017" à Abidjan du 2 au 5 novembre 2017.

La rencontre a pour principal objectif d'accroître et de promouvoir les flux de commerce et d'investissement entre les acteurs du secteur de la santé (industriels, prestataires de services, etc.) des États Membres de l'OCI, à l'affût d'opportunités commerciales et se penchant sur les dernières innovations et techniques dans le domaine de la santé.

Pendant deux jours, le forum AATB, organisé en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID) et le ministre délégué de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique chargé du commerce extérieur du Royaume du Maroc, réunira des intervenants de haut niveau de pays arabes et subsahariens membres de l'OCI.

Créé en 2008 au sein de la Banque Islamique de Développement (BID), la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) a pour but de promouvoir le commerce entre les 57 pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

M. Bouhdoud : Le Maroc soutient toutes les initiatives et actions visant le développement du partenariat entre les régions arabes et africaines

Le Maroc, 2^{ème} investisseur dans le continent africain et le premier pays africain qui investit en Afrique de l'Ouest, soutient toutes les initiatives et actions visant le développement du partenariat entre les régions arabes et africaines, a souligné, mercredi à Rabat, le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie, chargé des entreprises et de l'intégration du secteur informel, Mamoune Bouhdoud.

S'exprimant lors du lancement du premier forum (23/23 février) "Arab-Africa Trade Bridges" (Ponts du Commerce Arabo-Africain), M. Bouhdoud a relevé que le Maroc

À suivre : Page 19



Coopération entre le Maroc et la CIFC

Promouvoir les échanges avec les pays de l'Afrique subsaharienne membres de l'OCI

(Suite de la page 18)

s'est engagé, sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, sur la voie du développement d'une coopération multidimensionnelle avec les pays de la région arabo-africaine, qui l'a propulsée au rang du 2^{ème} investisseur africain sur le continent et premier en Afrique de l'Ouest.

"Le Maroc a réalisé des projets tangibles et ambitieux dans plusieurs domaines notamment, le développement humain, le partage des connaissances et des expertises, les technologies de la communication et de l'information, l'agriculture, la santé, l'eau et l'énergie", a-t-il noté, citant le projet de Gazoduc avec le Nigeria pour un marché régional de l'électricité en Afrique de l'Ouest et la construction d'unités de production de fertilisants en partenariat avec l'Éthiopie, afin d'améliorer la productivité agricole et favoriser la sécurité alimentaire et le développement rural.

Partenariat gagnant-gagnant

Exposant les efforts consentis par le Royaume pour le développement d'un partenariat gagnant-gagnant avec ses partenaires africains, M. Bouhdoud a de même mis l'accent sur l'importance du programme "Arab-Africa Trade Bridges" (AATB), en tant que vecteur essentiel dans le développement des relations arabo-africaines.

Il a, par ailleurs, donné un aperçu sur l'importance du commerce intra-africain en tant que pilier des stratégies de développement, et comme moteur de croissance économique, de création d'emploi et de réduction de la pauvreté, notant que le Maroc, qui soutient toutes les initiatives et actions visant le développement du

partenariat entre les régions arabes et africaines, est disposé à partager son expertise et son expérience avec ses partenaires arabes et africains.

Pour sa part, le secrétaire général du ministère chargé du Commerce extérieur, Mohamed Benayad a précisé que ce premier forum vise à examiner les moyens à même de développer la coopération commerciale entre les pays arabes et africains, soulignant la nécessité de travailler sur des projets concrets pour développer les complémentarités qui existent entre ces deux régions.

Il a également fait savoir qu'une étude a été réalisée dans le domaine de la logistique qui a permis d'identifier des projets qui faciliteraient l'échange entre les pays arabes et les pays africains, relevant que cette initiative constitue un premier pas dans le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les pays de ces régions.

De son côté, le directeur général de la Corporation internationale islamique du financement du commerce (ITFC), Hani Salem Sonbol, a indiqué que ce Ponts du Commerce arabo-africain a été conçu pour améliorer les partenariats de commerce de l'investissement entre les pays arabes et africains, soulignant son impact sur la création d'opportunités de commerce et d'investissement entre les pays arabes et africains, ainsi qu'au niveau de soutien apporté à la croissance économique et sociale dans ces pays.

Il a en outre précisé que ce programme, qui sera mis en œuvre au cours des trois prochaines années (2017-2019), est fondé sur les liens historiques et culturels profondément ancrés unissant les pays arabes et les

pays de l'Afrique sub-saharienne et qu'il agira sur le développement des relations intra-commerciales entre les pays, notamment en matière de développement de bonnes infrastructures, de création de plateformes logistiques et d'élaboration de produits de finance et de crédits à l'exportation.

M. Salem Sonbol a, par ailleurs, tenu à saluer les efforts consentis par SM le Roi Mohammed VI dans le renforcement des relations entre les pays arabes et africains et la mise en place de partenariats stratégiques entre les deux parties.

Complémentarité économique

Dans ce sillage, le président du Groupe de la Banque Islamique de développement (BID), Bandar Mohammed Hamza Hajjar, a noté que la mise en place du programme pour les ponts de commerce arabo-africain reflète l'importance croissante accordée par le secteur des affaires dans les pays arabes et africains au développement des relations de partenariat et de coopération commerciale entre les deux régions et au renouement de la complémentarité économique entre les deux parties.

Après avoir rappelé le rôle de la Banque islamique de développement dans le soutien des échanges commerciaux entre les deux parties, M. Hajjar a tenu à préciser que le volume global de l'appui de cette institution aux programmes de développement et aux projets d'infrastructures en Afrique a atteint près de 43,3 milliards de dollars pour le financement de projets dans différents domaines.

Outre le soutien financier, a-t-il martelé, la Banque a renforcé sa

coopération avec plusieurs partenaires stratégiques pour planifier et mettre en place des programmes et des activités relatifs au développement commercial entre les pays membres.

Ont pris part également à cette cérémonie de lancement, la directrice exécutive du Centre du commerce international (CCI) et le directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), qui ont souligné la nécessité de soutenir la coopération entre les pays arabes et africains pour un avenir meilleur, de renforcer les programmes d'échanges commerciaux et de mettre en place une stratégie liée au fond d'investissement afin de répondre aux besoins des populations.

Ce programme est la première initiative rassemblant les plus grandes institutions de financement et de commerce dans les régions arabes et africaines, membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Elle a pour objectif de promouvoir les relations commerciales arabo-africaines, à travers différentes actions visant à fédérer les acteurs économiques de la région.

Ce forum de deux jours, initié par la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID) et le ministère délégué de l'Industrie, du Commerce, de l'investissement et de l'Économie Numériques chargé du Commerce extérieur, a été marqué par la signature de deux mémorandums d'entente et de trois lettres d'intention.

Source : MAP

**Maroc Canada Info**

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Détection du radon. (Article proposé par Frédéric Denoncour, Conseiller en communication, Société d'habitation du Québec)

L'initiative de la Société d'habitation du Québec saluée partout au Canada

L'initiative de la Société d'habitation du Québec (SHQ) de réaliser des opérations de détection du radon dans l'ensemble de son parc d'habitations à loyer modique (HLM) ne passe pas inaperçue. Santé Canada salue l'action et des représentants de plusieurs autres provinces canadiennes s'intéressent au projet.

« Dans les rencontres du comité intersectoriel sur le radon, Santé Canada félicite régulièrement la SHQ pour son initiative unique à l'échelle du pays », affirme Sandra Vigneau, architecte à la SHQ et corédactrice du rapport de recherche Projet pilote de dépistage du radon dans des logements sociaux de la Gaspésie, réalisé en collaboration avec l'Institut national de santé publique du Québec.

Cette intervention de la SHQ avait aussi suscité beaucoup d'intérêt en avril 2016, lors du Congrès de l'Association canadienne des scientifiques et technologues sur le radon, qui s'était tenu à Montréal. À la suite de sa présentation du projet pilote de dépistage du radon, Mme Vigneau s'était entretenue avec des représentants du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et de l'Alberta. « Ils nous avaient dit que nous étions un exemple à suivre et que ce serait une bonne idée d'implanter ces mesures dans leurs provinces respectives. »

Un projet unique au Canada

Pour le moment, à l'échelle canadienne, seul le Québec, à l'initiative de la SHQ, a entrepris de mesurer la concentration de radon dans l'ensemble de son parc de HLM. En 2014, un projet pilote a d'abord été amorcé en Gaspésie, une région où les taux de radon sont généralement plus élevés. Aux fins de l'enquête, 380 HLM ont été évalués. L'objectif était de déterminer si les taux de radon dans ces logements, établis en becquerels par mètre cube d'air (Bq/m³), excédaient les normes établies par Santé Canada.

La ligne directrice fédérale situe à 200 Bq/m³ de radon dans l'air le seuil maximal acceptable. Au-delà de ce dernier, des mesures d'atténuation doivent être entreprises

pour préserver la santé des occupants d'un logement. « Plus le taux est élevé et plus la période d'exposition au radon est prolongée, plus les risques pour la santé sont importants », précise Mme Vigneau.

Le projet pilote a montré que les taux de radon excédaient la ligne directrice de Santé Canada dans 61 des 380 logements évalués. Ainsi, 54 logements présentaient des taux se situant entre 200 et 600 Bq/m³, et 7, des taux excédant 600 Bq/m³.

« Lorsque la concentration mesurée se situe au-delà de 600 Bq/m³ de radon dans l'air, Santé Canada recommande de mettre en place des mesures d'atténuation dans un délai de 12 mois. Ce délai est de deux ans dans le cas de concentration se situant entre 200 et 600 Bq/m³ », ajoute Mme Vigneau.

Des mesures d'atténuation du radon ont déjà été appliquées dans ces logements.

Un gaz radioactif et cancérigène

Le radon est un gaz radioactif provenant de l'uranium naturellement présent dans la croûte terrestre. On trouve du radon dans le sol partout à la surface de la Terre. Toutefois, sa concentration peut varier beaucoup d'un endroit à l'autre.

Le radon peut s'infiltrer dans les habitations par les fondations. En trop grande concentration, ce gaz peut entraîner des risques importants pour la santé. « Comme il est inodore, incolore et insipide, il est impossible à détecter par les sens. C'est pourquoi il est important de mesurer sa concentration », explique Mme Vigneau.

Selon les agences de santé internationales, le radon est la deuxième cause du cancer du poumon après le tabagisme lorsque l'exposition est prolongée.

Au Québec⁽¹⁾, on estime que le radon est associé à 16 % des décès par cancer du poumon. Cela représente plus de 600 pertes de vie par année. Les fumeurs qui sont exposés à des concentrations élevées de radon sont plus susceptibles de développer un cancer du poumon. En effet, 60 % des décès par cancer pulmonaire associés au radon surviennent chez les usagers du tabac, contre

Voies de pénétration du radon dans l'enceinte des bâtiments.



(Source : Géopanorama d'Ottawa et de Gatineau <http://geoscan.nrcan.gc.ca/starweb/geoscan/servlet.starweb?path=geoscan/download.web&search1=R=215367>; Aylsworth, J.M. Commission géologique du Canada, Rapports divers 85, 2004; 1 feuille, doi:10.4095/215367)

30 % chez les non-fumeurs, chez qui il est néanmoins la première cause de ce type de cancer.

Des mesures de détection dans tout le parc de HLM

Consciente des risques pour la santé que présente une exposition au radon et à la suite des résultats du projet pilote, la SHQ a demandé, en octobre 2016, à tous les centres de services, de toutes les régions du Québec, de procéder à des mesures du taux de radon dans les immeubles d'habitation à loyer modique situés sur leur territoire. L'exercice devrait être complété avant décembre 2018.

Seuls les logements situés au niveau le plus bas des immeubles sont visés, car le radon s'accumule plus facilement dans les pièces situées près du sol. La concentration de radon dans l'air intérieur dépend de nombreux facteurs : la concentration d'uranium et de radon dans le sol, le climat, la ventilation des lieux, l'étanchéité ou l'isolation de la maison.

Quelque 28 000 mesures de détection sont prévues dans l'ensemble du parc de HLM du Québec, continue Mme Vigneau. « Comme le taux de radon peut varier beaucoup, la directive est de prendre des mesures à l'aide d'un dosimètre durant un minimum de trois mois, en hiver, au moment où les logements sont moins bien ventilés. »

Des mesures d'atténuation seront par la suite mises en œuvre dans le cas des logements où les mesures révéleront des taux de radon dans l'air supérieurs à 200 Bq/m³.

Les principales mesures d'atténuation consistent à :

- colmater les fissures de la fondation;
- sceller les ouvertures en contact avec le sol;
- s'assurer que les puits sont couverts et ventilés vers l'extérieur;
- améliorer la ventilation du logement.

Dans la majorité des cas les plus sévères, on procédera à l'installation d'un système de dépressurisation active du sol afin que le radon ne pénètre plus dans les logements.

« Le radon est une problématique sanitaire relativement nouvelle. Il y a 20 ans, on n'en parlait pas. Les choses ont changé et aujourd'hui, la prise de mesures du taux de radon dans les logements permettra de prévenir d'importants problèmes de santé », conclut Mme Vigneau.

(¹) Référence :

www.sante.gouv.qc.ca/conseils-et-prevention/radon-domiciliaire/

Vient de paraître...

"Lettres aux femmes d'ici et d'ailleurs", un livre collectif lancé officiellement ce 8 mars

Avec les lettres de

Mouna Achiri
Martina Adamcova
Asmaa Aryb
Rachida Azdouz
Kamal Benkirane
Lucie Blanchet
Achraf Boutayeb
Wissal Boutayeb
Lise Cardinal
Rita L.C. de Santis
Moiçette Dufour
Cynthia Harvey
Danielle Hébert
Françoise Jobin
Gisèle Kayata Eid
Christiane Lamarre
Céline Larouche
Rakia Laroui
Jacinte Lavoie
Rose-Marie Lavoie
Sonia-Sarah Lipsyc
Mohamed Lotfi
Rachida M'Faddel
Chantal Maltais
Louise Marinier
Gilles Morasse
Nathalie Petrowski
Christiane Pilote
Ève Préfontaine
Lilianne Saddik
Rodney Saint-Éloi
Nour Sayem
Magda Tadros
Mohand Tessa
Lynda Thalie

Lettres aux femmes d'ici et d'ailleurs

Au delà des paroles convenues et des clichés que la société véhicule trop facilement, des femmes et des hommes ont accepté de prendre la parole. En toute liberté. Sans complaisance. Portés par l'espoir d'établir un véritable dialogue. Un dialogue qui révèle sans filtre ce qui les anime, leurs amours, les espoirs qu'ils caressent, les situations qui les blessent et qu'il faut dénoncer. Ces prises de parole ont en commun de crier haut et fort : ce qui unit les femmes et les hommes d'ici et d'ailleurs est beaucoup plus fort que ce qui les sépare. À les lire, on réalise qu'il devient possible de rêver d'un avenir différent, meilleur.

Parfois coups de gueule, parfois tendres billets d'amour, les lettres qui composent cet ouvrage sont écrites par des femmes et des hommes engagés, épris d'un Québec inclusif et pluriel.

Rachida M'Faddel

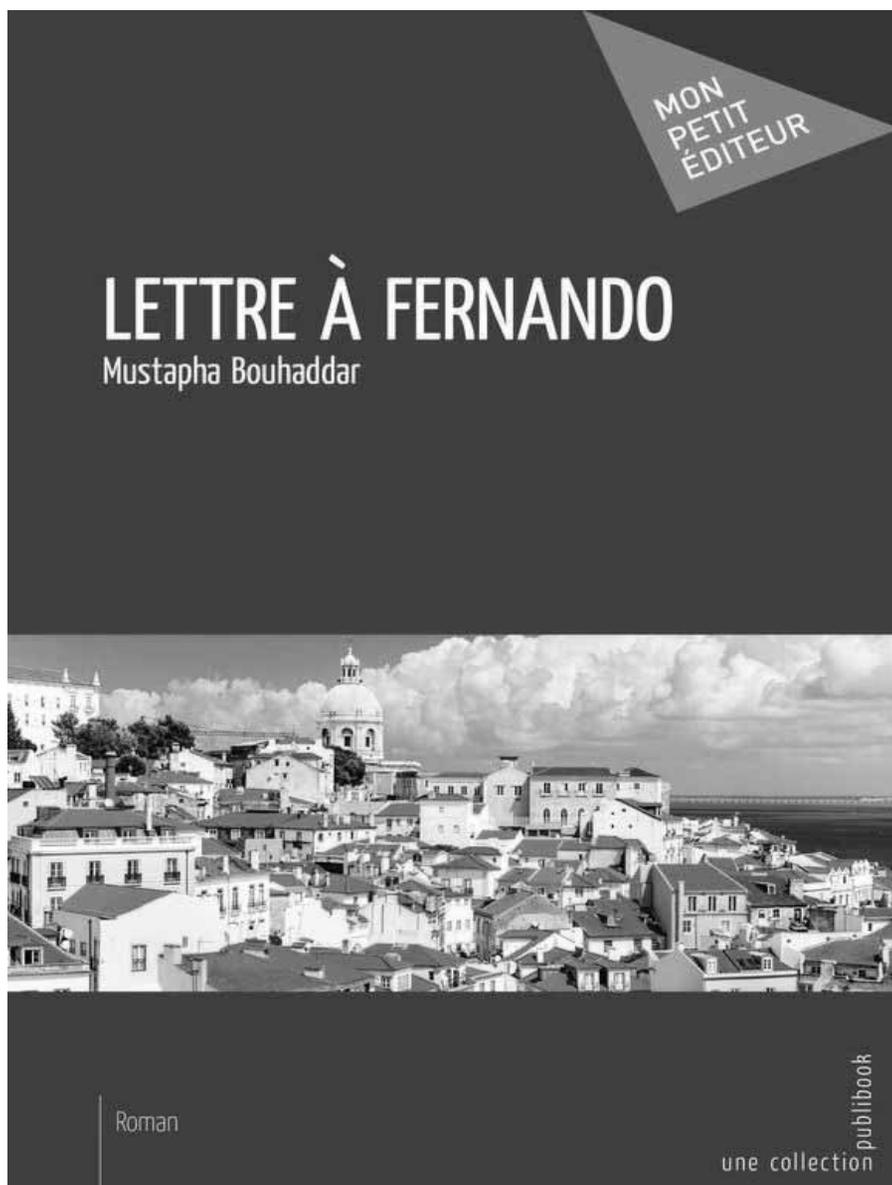
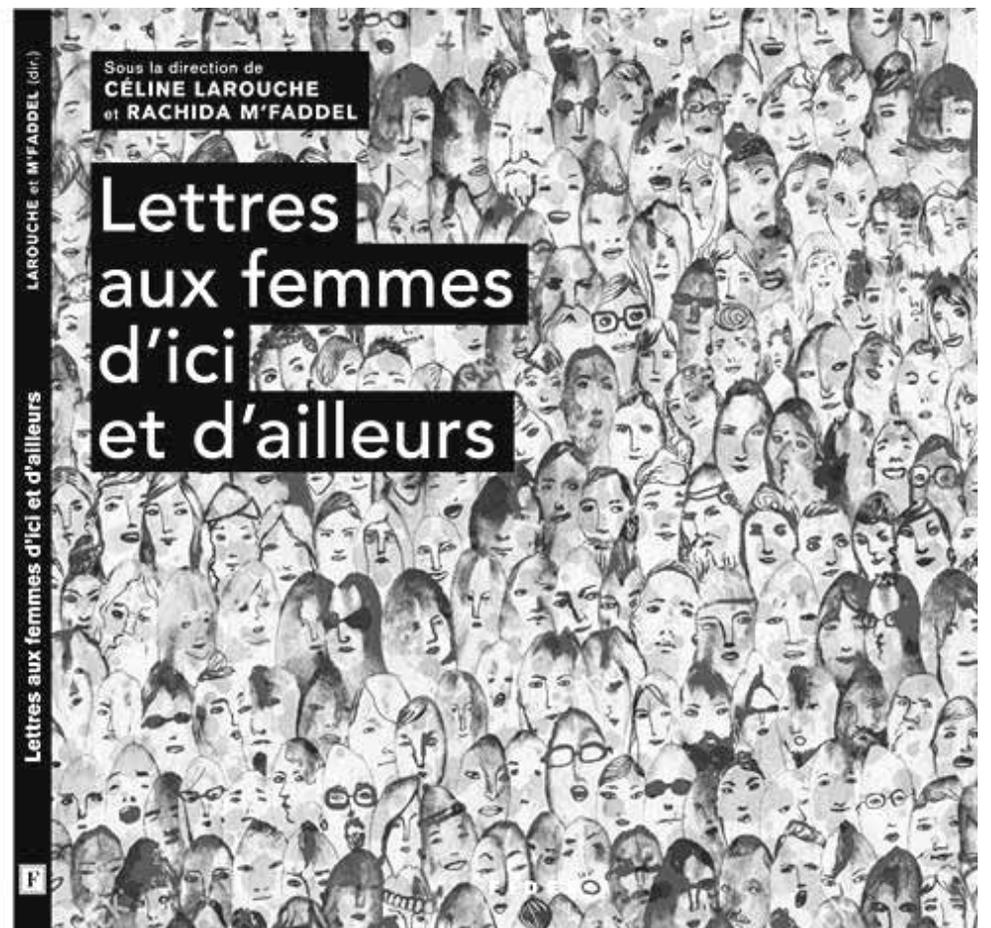
Détentrice d'une maîtrise en littérature française de l'Université du Québec à Chicoutimi, chargée de cours, conférencière, journaliste, écrivain et enseignante de français, Rachida M'Faddel est aussi membre du conseil d'administration de l'Association des femmes d'affaires marocaines du Québec et de l'Association Avenir de Paris.

Céline Larouche

Enseignante, écrivaine et éditrice, Céline Larouche a publié plusieurs auteurs, a écrit romans, poèmes, nouvelles et cordes pour enfant. Elle s'est impliquée dans le milieu culturel régional, a fondé l'association Les poètes du bleu pays et les Éditions SM.



www.editions-sm.com



« Ce livre n'est pas un hommage à Fernando Pessoa, mais une reconnaissance éperdue envers un écrivain qui m'a aidé à braver l'opulence de la misère et à supporter cette vie où il n'y avait plus que le marasme et l'adiaphorie. J'étais misérable comme la plupart de mes labadens d'origine étrangère que je côtoyais à l'université. J'avais une bourse plate, et j'enchaînais des missions précaires dans des restaurants ou dans la maintenance. Cependant, contrairement à certains camarades de la faculté qui galéraient pour trouver un logement, j'avais réussi à dénicher une piaule dans un sous-sol d'une sorte de manoir d'un riche homme d'affaires. En échange, je

lui tondais le gazon de son jardin une fois par semaine, et je nourrissais ses deux molosses de chiens. Ma chambre souterraine ne possédait aucune fenêtre, et les rares rayons de soleil qui m'éblouissaient le matin venaient d'une fissure d'un des murs de ma cambuse. »

Biographie de l'auteur

Mustapha Bouhaddar est passionné par les mathématiques et la littérature. Il est titulaire d'un doctorat en mathématiques et d'un DEA en littérature sur Stéphane Mallarmé.

Il est aussi chroniqueur pour Maghreb Canada Express.

Détails sur le produit

- **Format :** Format Kindle
- **Taille du fichier :** 409 KB
- **Nombre de pages de l'édition imprimée :** 158 pages
- **Editeur :** Mon Petit Editeur (16 novembre 2016)

Nos tarifs publicitaires pour le Printemps défient toute concurrence !

TARIF FIDÉLITÉ
1/8 de page
À partir de 42\$ (N et B)
et 59\$ (Couleur)

TARIF FIDÉLITÉ
1/4 de page
À partir de 75\$ (N et B)
et 100\$ (Couleur)

TARIF FIDÉLITÉ
1/2 page
À partir de 135\$ (Noir et Blanc)
et 190\$ (Couleur)

Pour plus d'infos ou pour un devis
appeler au : 514-576-9067
ou écrire à : info@maghreb-canada.ca

(Pages internes avec abonnement)

PRATIQUEZ LE SPORT DU TIR À LA CIBLE

Cours canadien de sécurité dans
le maniement des armes à feu à
autorisation restreinte - **CCSMAFAR**

Pour le tir récréatif ou pour les
emplois qui exigent le port d'arme

Coût : 85 \$
matériel inclus

Tél. : 514 252-3056
Sans frais : 1 888 514-7847

www.fqtir.qc.ca

Fédération ●●●
Québécoise de Tir